

Art. 3. L'équivalence de grade s'effectue comme suit :

grades à la police judiciaire :

graden bij de gerechtelijke politie :

- officier-commissaire principal aux délégations judiciaires
officier-eerstaanwend commissaris voor gerechtelijke opdrachten
- officier judiciaire ou officier-commissaire aux délégations judiciaires
gerechtelijk officier of officier-commissaris voor gerechtelijke opdrachten
- agent-inspecteur judiciaire principal de première classe
eerstaanwend gerechtelijk agent-inspecteur eerste klasse
- agent-inspecteur judiciaire principal
eerstaanwend gerechtelijk agent-inspecteur
- agent-inspecteur judiciaire
gerechtelijk agent-inspecteur

Art. 4. Pour les promotions qui dépendent de l'ancienneté de grade et pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire, les services accomplis en qualité de membres du personnel des services extérieurs de l'Administration des Affaires civiles et criminelles sont pris en considération comme s'ils avaient été effectués à la police judiciaire dans le grade équivalent.

Sont considérées comme services accomplis, les périodes durant lesquelles l'intéressé s'est trouvé dans une position administrative qui lui valait son traitement d'activité ou, à défaut, la conservation de ses titres à l'avancement de traitement.

Art. 5. Le présent arrêté produit ces effets le 1er juillet 1991.

Art. 6. Notre Ministre qui a la Justice dans ses attributions et Notre Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 6 octobre 1992.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice
et des Affaires économiques,

M. WATHELET

Le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique,

L. TOBACK

Art. 3. De gelijkwaardigheid van de graden wordt vastgesteld als volgt :

grades aux services extérieurs de l'Administration des Affaires civiles et criminelles :

graden bij de buitendiensten van het Bestuur van de Burgerlijke en Criminele Zaken :

- commissaire principal
eerstaanwend commissaris
- commissaire
commissaris
- inspecteur principal de première classe
eerstaanwend inspecteur eerste klasse
- inspecteur principal
eerstaanwend inspecteur
- inspecteur
inspecteur

Art. 4. Voor de bevorderingen die van de graadanciënniteit afhankelijk zijn en voor de berekening van de geldelijke anciënniteit, worden de diensten die zijn verricht als lid van de buitendiensten van het Bestuur van de Burgerlijke en Criminele Zaken in aanmerking genomen als waren zij bij de gerechtelijke politie in de gelijkwaardige graad verricht.

De periodes tijdens welke de betrokkene zich bevonden heeft in een administratieve toestand die hem zijn activiteitswedde of, bij ontstentenis daarvan, het behoud van zijn aanspraken op een hogere wedde heeft verschaft, worden als verrichte diensten aange-merkt.

Art. 5. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juli 1991.

Art. 6. Onze Minister die bevoegd is voor Justitie en Onze Minister die bevoegd is voor Ambtenarenzaken zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 6 oktober 1992.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie
en Economische Zaken,

M. WATHELET

De Minister van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken,

L. TOBACK

MINISTERE DE LA PREVOYANCE SOCIALE

F. 93 — 159

[S-C — 22003]

20 JANVIER 1993. — Arrêté royal fixant le montant et les conditions d'octroi des jetons de présence et des indemnités à allouer aux Vice-Présidents, aux membres et aux experts du Comité général de coordination de la Banque-carrefour de la sécurité sociale

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale, notamment l'article 34, alinéa 2;

Vu l'arrêté royal du 13 août 1990 fixant la date d'entrée en vigueur des dispositions de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale, notamment l'article 1er;

Vu l'arrêté royal du 7 mars 1991 portant composition et organisation du Comité général de coordination de la Banque-carrefour de la sécurité sociale;

Vu l'avis du Comité de gestion de la Banque-carrefour de la sécurité sociale;

MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG

N. 93 — 159

[C — 22003]

20 JANUARI 1993. — Koninklijk besluit tot vaststelling van het bedrag en van de toekenningsvoorwaarden van presentiegelden en van vergoedingen aan de Ondervoorzitters, aan de leden en aan de deskundigen van het Algemeen Coördinatiecomité van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid, inzonderheid op artikel 34, tweede lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 augustus 1990 tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van de bepalingen van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 maart 1991 houdende samenstelling en organisatie van het Algemeen Coördinatiecomité van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid;

Gelet op het advies van het beheerscomité van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que la composition et l'organisation du Comité général de coordination de la Banque-carrefour de la sécurité sociale ont été déterminées par arrêté royal du 7 mars 1991, entré en vigueur le 1er avril 1991, et que les Vice-Présidents et les membres de ce nouvel organe ont été nommés à cette date par arrêté ministériel du 19 mars 1991;

Considérant qu'il convient dès lors de fixer sans plus tarder le montant et les conditions d'octroi des jetons de présence et des indemnités à allouer aux Vice-Présidents, aux membres et aux experts de ce Comité général de coordination dans le cadre des missions qui sont confiées à celui-ci par la loi du 15 janvier 1990 précitée;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 3 novembre 1992;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 3 novembre 1992;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Les Vice-Présidents et les membres du Comité général de coordination de la Banque-carrefour de la sécurité sociale, ainsi que les experts auxquels celui-ci, ses groupes de travail ou le comité directeur font éventuellement appel, ont droit pour leur participation aux réunions de ces organes, à un jeton de présence de 750 F par séance. Ce jeton de présence est porté à 1.500 F pour le Vice-Président qui assure la présidence du Comité général de coordination en cas d'absence ou d'empêchement du Président.

Les personnes qui participent aux réunions du Comité général de coordination ou de ses groupes de travail en vertu de l'article 34, alinéa 3, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale ont droit au même jeton de présence que les membres.

Sauf si la réunion débute au plus tôt à 17 heures ou a lieu en dehors des jours ouvrables, aucun jeton de présence n'est attribué si les intéressés appartiennent :

- 1° à un service de l'Etat ou à un autre service public;
- 2° à une institution de sécurité sociale au sens de l'article 2, alinéa 1er, 2°, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale ou la représentent;
- 3° à l'association visée à l'article 39 ter de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés.

Art. 2. Pour autant qu'ils n'appartiennent pas à une des catégories visées à l'article 1er, alinéa 3, lesdits intéressés ont droit au remboursement de leurs frais de séjour, conformément à la réglementation applicable aux agents de l'Etat. Ils sont assimilés à cet effet, aux fonctionnaires des ministères respectivement du rang 16 en ce qui concerne les Vice-présidents et du rang 13 en ce qui concerne les membres et les experts.

Art. 3. Pour autant qu'ils n'appartiennent pas à une des catégories visées à l'article 1er, alinéa 3, lesdits intéressés obtiennent pour leurs déplacements en chemin de fer de leur résidence au lieu de réunion du Comité général de coordination de la Banque-carrefour de la sécurité sociale, des réquisitoires à échanger contre des billets de première classe.

Ils sont toutefois autorisés à utiliser leur voiture personnelle et, dans ce cas, ils bénéficient d'une indemnité égale au montant qui aurait été déboursé par l'Etat en cas d'utilisation des réquisitoires.

Art. 4. Les Vice-Présidents, membres et experts visés à l'article 1er, alinéa 1er, qui n'appartiennent pas à l'une des catégories visées à l'article 1er, alinéa 3, ont droit à une indemnité horaire de 1.200 F, pour l'exécution de travaux particuliers qui leur sont confiés par ledit Comité général de coordination, par ses groupes de travail ou par le comité directeur.

Art. 5. Le régime de mobilité applicable aux traitements du personnel des ministères s'applique également aux montants des jetons de présence visés à l'article 1er, alinéa 1er, ainsi qu'au montant de l'indemnité horaire visée à l'article 4, montants qui correspondent à l'indice-pivot 138,01 des prix à la consommation.

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973; inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de samenstelling en de organisatie van het Algemeen Coördinatiecomité van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid bepaald werden bij koninklijk besluit van 7 maart 1991, dat in werking getreden is op 1 april 1991, en dat de Ondervoorzitters en de leden van dit nieuw orgaan op die datum benoemd werden bij ministerieel besluit van 19 maart 1991;

Overwegende dat het bedrag en de toekenningvoorwaarden van presentiegelden en vergoedingen aan de Ondervoorzitters, de leden en de deskundigen van dit Algemeen Coördinatiecomité in het verband van de opdrachten die hem toevertrouwd worden door de voornoemde wet van 15 januari 1990 dus zonder verdere vertraging dienen bepaald te worden;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 3 november 1992;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 3 november 1992;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De Ondervoorzitters en de leden van het Algemeen Coördinatiecomité van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid, alsook de deskundigen op wie dit Comité, zijn werkgroepen of de stuurgroep desgevallend een beroep doen, hebben voor hun deelneming aan de vergaderingen van deze organen, recht op een presentiegeld ten belope van 750 F per zitting. Dit presentiegeld bedraagt 1.500 F voor de Ondervoorzitter die het voorzitterschap van het Algemeen Coördinatiecomité waarneemt in geval van afwezigheid of verhindering van de Voorzitter.

De personen die aan de vergaderingen van het Algemeen Coördinatiecomité of van zijn werkgroepen deelnemen overeenkomstig artikel 34, derde lid, van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid hebben recht op hetzelfde presentiegeld als de leden.

Tenzij de vergadering ten vroegste te 17 uur begint of buiten de werkdagen plaats heeft, wordt er geen presentiegeld toegekend indien betrokkenen behoren :

- 1° tot een Rijksdienst of een andere overheidsdienst;
- 2° tot een instelling van sociale zekerheid in de zin van artikel 2, eerste lid, 2°, van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid of te vertegenwoordigen;
- 3° tot de vereniging bedoeld bij artikel 39 ter van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers.

Art. 2. Voor zover zij niet tot één van de bij artikel 1, derde lid, bedoelde categorieën behoren, hebben genoemde betrokkenen recht op de terugbetaling van hun verblijfkosten, overeenkomstig de op het Rijkspersoneel toepasselijke reglementering. Zij worden te dien einde gelijkgesteld met de ambtenaren van de ministeries, respectievelijk van rang 16 wat de Ondervoorzitters betreft, en van rang 13 wat de leden en de deskundigen betreft.

Art. 3. Voor zover zij niet tot één van de bij artikel 1, derde lid, bedoelde categorieën behoren, ontvangen genoemde betrokkenen voor hun verplaatsingen met de spoorwegen van hun woonplaats naar de plaats van de vergadering van het Algemeen Coördinatiecomité van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid, vorderingen die zij kunnen omwisselen tegen eerste-klasbiljetten.

Zij zijn echter gemachtigd hun eigen wagen te gebruiken en in dit geval hebben zij recht op een vergoeding gelijk aan het bedrag dat het Rijk zou betaald hebben indien de vorderingen hadden gebruikt geweest.

Art. 4. De in artikel 1, eerste lid, bedoelde Ondervoorzitters, leden en deskundigen die niet tot één van de bij artikel 1, derde lid, bedoelde categorieën behoren, hebben recht op een uurvergoeding van 1.200 F, voor de uitvoering van bijzondere werkzaamheden die hen door genoemd Algemeen Coördinatiecomité, door zijn werkgroepen of door de stuurgroep worden toevertrouwd.

Art. 5. De mobiliteitsregeling die op de wedden van het personeel van de ministeries wordt toegepast, geldt ook voor de bedragen van de in artikel 1, eerste lid, bedoelde presentiegelden, evenals voor de in artikel 4 bedoelde uurvergoeding, bedragen die overeenstemmen met het spijndexcijfer 138,01 van de consumptieprijsen.

Art. 6. Les montants dus en vertu des articles 1er à 5 sont payés sur base d'une déclaration de créance détaillée, approuvée par le Président du Comité général de coordination.

Art. 7. Le présent arrêté produit ses effets le 1er avril 1991.

Art. 8. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 janvier 1993.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,
Ph. MOUREAUX

Art. 6. De overeenkomstig artikelen 1 tot 5 verschuldigde bedragen worden betaald op basis van een omstandige schuldvoordring die door de Voorzitter van het Algemeen Coördinatiecomité is goedgekeurd.

Art. 7. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 april 1991.

Art. 8. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 20 januari 1993.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
Ph. MOUREAUX

F. 93 — 160

25 JANVIER 1993. — Arrêté royal modifiant l'article 34 de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 23, § 2, modifié par la loi du 6 juillet 1989;

Vu l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 34, modifié par les arrêtés royaux du 11 septembre 1991 et du 24 septembre 1992;

Vu l'avis du comité de gestion de l'Office national de sécurité sociale;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que les employeurs doivent être informés dans les plus brefs délais des nouvelles modalités de paiement des cotisations de sécurité sociale à l'Office national de sécurité sociale qui sont applicables à partir du premier trimestre 1993;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. A l'article 34 de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, modifié par les arrêtés royaux des 11 septembre 1991 et 24 septembre 1992, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 2, les mots « égale à un quart » sont remplacés par les mots « égale à 30 pourcent »;

2° l'alinéa 3 est abrogé.

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1993.

Art. 3. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 25 janvier 1993.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,
Ph. MOUREAUX

N. 93 — 160

25 JANUARI 1993. — Koninklijk besluit tot wijziging van artikel 34 van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op artikel 23, § 2, gewijzigd bij de wet van 6 juli 1989;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op artikel 34, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 11 september 1991 en van 24 september 1992;

Gelet op het advies van het beheerscomité van de Rijksdienst voor sociale zekerheid;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de werkgevers onverwijld op de hoogte moeten worden gebracht van de nieuwe betalingsmodaliteiten voor de sociale zekerheidsbijdragen aan de Rijksdienst voor sociale zekerheid die van toepassing zijn vanaf het eerste kwartaal 1993;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 34 van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 11 september 1991 en 24 september 1992, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid, worden de woorden « die gelijk is aan één vierde » vervangen door de woorden « gelijk aan 30 procent »;

2° het derde lid wordt opgeheven.

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1993.

Art. 3. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 25 januari 1993.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
Ph. MOUREAUX